



Déclaration commune d'Action et démocratie, de la CGT Éduc'action et de la Fédération SUD Éducation

Le jeudi 20 décembre 2012

Nos organisations syndicales se sont réunies le lundi 17 décembre 2012 et ont constaté leurs convergences sur la situation actuelle dans l'Éducation nationale, notamment vis-à-vis de la loi d'orientation sur l'école présentée par Vincent Peillon, contre laquelle ont voté nos organisations au Conseil supérieur de l'éducation et au Comité technique ministériel.

□ Le Ministère de l'Éducation nationale prétend « refonder » l'école. La réalité en est très éloignée. La programmation budgétaire est en deçà des besoins. Sur de nombreux sujets, les politiques éducatives s'inscrivent dans la continuité de celles de ces dernières années.

Sur la question salariale, les rémunérations des personnels seront bloquées pour l'année 2013, alors que les enseignants français sont parmi les plus mal payés d'Europe.

Sur les rythmes scolaires, l'enseignement professionnel et l'orientation, ce gouvernement met en place de véritables attaques contre le service public d'éducation et ses personnels.

Pour nous, il faut une réorientation des politiques scolaires, les projets du ministère n'étant pas acceptables, ils ne doivent pas être promulgués dans le calendrier prévu : nous demandons leur report et la mise en place d'un processus pour que les personnels puissent enfin y participer réellement.

□ Déjà, des personnels n'acceptent pas ces projets et l'expriment par la mobilisation. Nous saluons les initiatives qui se sont déroulées dans certaines académies.

De même, les convergences intersyndicales dans l'enseignement professionnel et l'orientation témoignent qu'un travail unitaire est possible. Et nous soutiendrons toutes les mobilisations qui seront mises en œuvre le plus unitairement possible par les personnels.

□ Nos organisations syndicales s'engagent à se réunir rapidement au mois de janvier 2013, pour échanger sur l'évolution de la situation dans notre secteur professionnel et nous invitons les autres organisations syndicales de l'Éducation nationale à nous rejoindre dans cette démarche.

La perspective d'une grève unitaire au premier trimestre 2013 apparaît, par ailleurs, à nos organisations comme une nécessité pour faire avancer les revendications légitimes des personnels.

Action et Démocratie, CGT Éduc'action, Fédération SUD Éducation